

Arrête :

Art. 1^{er}. — Deux concours sont ouverts à Paris le vendredi 3 décembre 1965 pour le recrutement de six secrétaires adjoints des affaires étrangères (Orient), conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 9 novembre 1962 susvisé.

Art. 2. — Les dossiers d'inscription doivent parvenir à la direction du personnel du ministère des affaires étrangères avant le samedi 20 novembre 1965 à midi.

La demande de participation aux concours, établie sur papier libre, doit préciser le concours auquel entend se présenter le candidat (concours ouvert aux étudiants ou concours ouvert aux fonctionnaires et agents du ministère des affaires étrangères ainsi qu'aux stagiaires), et également la section ou la sous-section dans laquelle il se propose de concourir, et faire mention de la langue à option qu'il choisit.

Les candidats non fonctionnaires doivent en outre accompagner leur demande des pièces suivantes :

- 1° Une expédition authentique de l'acte de naissance ;
- 2° Un certificat de nationalité française ;
- 3° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois ;
- 4° Une copie conforme des diplômes dont le candidat est titulaire ;
- 5° Un certificat médical établi par un médecin de son choix attestant qu'aucune affection tuberculeuse, cancéreuse, nerveuse ou poliomyélique ne rend le candidat inapte à un emploi de bureau ;
- 6° Un état signalétique et des services militaires ou, pour les candidats qui n'ont pas effectué de service militaire, une pièce constatant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée ;
- 7° Pour les candidats chefs de famille, au cas seulement où un recul de la limite d'âge serait nécessaire, un bulletin de naissance des enfants, datant de moins de trois mois.

Art. 3. — La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre des affaires étrangères.

Les intéressés sont convoqués individuellement pour subir les épreuves. Toutefois, le défaut de réception des convocations n'engage en aucune façon la responsabilité de l'administration.

Art. 4. — Le ministre plénipotentiaire, directeur du personnel et de l'administration générale, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 août 1965.

Pour le ministre et par délégation :

*Le ministre plénipotentiaire,
directeur du personnel et de l'administration générale,*
JACQUES VIMONT.

Ordonnateurs secondaires.

Le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment ses articles 5 et 64 à 66,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le consul général de France à Saigon est institué ordonnateur secondaire des opérations financières de l'Etat français et de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, exécutées au Viet-Nam.

Art. 2. — Il liquide et mandate, conformément aux règles de la comptabilité publique, les dépenses imputables sur les crédits qui lui sont délégués à cet effet par les ordonnateurs principaux et émet les ordres de recettes destinés à assurer le recouvrement des créances de l'Etat et de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Art. 3. — En sa qualité d'ordonnateur secondaire, le consul général de France à Saigon est autorisé à déléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires de son choix, agissant sous son contrôle et sous sa responsabilité.

Art. 4. — Le directeur du personnel et de l'administration générale au ministère des affaires étrangères, le directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de guerre, le directeur de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, le directeur du budget et le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 25 juin 1965.

Fait à Paris, le 10 août 1965.

Le ministre des affaires étrangères,
MAURICE COUVE DE MURVILLE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,
JEAN SAINTENY.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Hommage public.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 11 août 1965, a été approuvée la délibération prise par le conseil municipal d'Oisemont (Somme) en vue de donner le nom de Général-de-Gaulle à une voie publique de cette commune.

Commissions départementales des impôts directs.

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 juillet 1965 : page 6364, 1^{re} colonne, département du Doubs, 3^e ligne, au lieu de : « Départements du Jura, de la Haute-Loire et du territoire de Belfort », lire : « Départements du Jura, de la Haute-Saône et du territoire de Belfort. »

Corps autonomes.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 29 juillet 1965, M. Marc Caprice, chef de bureau hors classe d'administration générale d'outre-mer, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 6 octobre 1965, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge d'emploi.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 65-682 du 12 août 1965 modifiant le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 modifié portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 modifié portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret du 2 août 1965 relatif à l'exercice des attributions du Premier ministre pendant l'absence de M. Georges Pompidou ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret susvisé du 3 juillet 1951 est complété ainsi qu'il suit :

« Les inspecteurs stagiaires sont nommés par arrêté ministériel. Leur titularisation est prononcée dans les mêmes formes. »

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 modifié du décret susvisé du 3 juillet 1951 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — Peuvent être admis à concourir :

« 1° Les candidats âgés d'au moins vingt-deux ans au 31 décembre de l'année du concours, titulaires de l'un des diplômes ou certificats suivants :

« Diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'école nationale d'administration ;

« Certificat délivré aux anciens élèves des écoles normales supérieures ;

« Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;

« Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive de la ville de Paris et du département de la Seine ;

« 2° Les fonctionnaires des services et établissements dépendant du ministère de l'éducation nationale appartenant à un corps de la catégorie A ou B et ayant accompli dix années de services publics ;

« 3° Les agents contractuels des services et établissements relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports justifiant de dix années d'activité au service de l'Etat.

« L'ancienneté de services exigée des candidats qui se présentent au titre des 2° et 3° est appréciée au 31 décembre précédant l'année du concours.

« Les candidats visés au 1° et 3° ci-dessus doivent satisfaire aux conditions de recrutement énumérées à l'article 16 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires. »

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 août 1965.

LOUIS JOXE.

Par le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,
LOUIS JOXE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Commission consultative pour la formation professionnelle des experts comptables.

Par arrêté du 3 août 1965 modifiant l'arrêté du 16 mars 1965, est nommé membre de la commission consultative pour la formation professionnelle des experts comptables : M. Mabilat, magistrat, représentant le garde des sceaux, ministre de la justice, en remplacement de M. Toubin.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle et retrait provisoire du permis de conduire.

Par arrêté du 12 août 1965, M. Vogler (Lucien), 17, rue Mesnil, Paris (16^e), exploitant un commerce d'importation, 41, rue du 22-Septembre, à Courbevoie (Seine), à l'encontre duquel des plaintes ont été déposées par l'administration fiscale en application des articles 1835 et 1837 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle.

Le permis de conduire les véhicules automobiles est provisoirement retiré à M. Vogler (Lucien).

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 406 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

Comptabilité publique.

Par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget en date du 17 août 1965, M. Noé (André-Louis), receveur-percepteur des finances de 2^e classe, a été nommé, à compter de sa date d'installation, agent comptable du budget annexe de l'administration des monnaies et médailles, en remplacement de M. Buiron, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret n° 65-683 du 14 août 1965 relatif aux indemnités d'interim allouées à certains fonctionnaires du ministère des travaux publics.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre des travaux publics et des transports et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires ;

Vu le décret n° 54-945 du 13 septembre 1954 relatif aux indemnités d'interim allouées à certains fonctionnaires du ministère des travaux publics ;

Vu le décret du 2 août 1965 relatif à l'exercice des attributions du Premier ministre pendant l'absence de M. Georges Pompidou ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les ingénieurs divisionnaires et ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) chargés d'assurer de façon continue, en sus de leur service normal, l'interim d'un service d'ingénieur des ponts et chaussées peuvent recevoir, en sus du traitement de leur grade, une indemnité spéciale dont le montant ne peut dépasser 84 F par mois.

Art. 2. — Les ingénieurs divisionnaires et les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) ainsi que les techniciens des 2^e et 3^e niveaux de grade du corps des techniciens des travaux publics de l'Etat chargés d'assurer, en sus de leur service normal, l'interim d'une ou plusieurs subdivisions dépourvues de titulaires peuvent recevoir une indemnité spéciale dont le montant ne peut dépasser 32 F par mois.

Art. 3. — Les contrôleurs généraux des transports appelés à assurer, en sus de leur service normal, l'interim d'un poste de leur grade dépourvu de titulaire et les inspecteurs principaux des transports appelés à assurer, en sus de leur service normal, l'interim d'un poste de leur grade ou du grade supérieur dépourvu de titulaire pourront recevoir, pendant la durée de cet interim, une indemnité spéciale fixée au maximum à 100 F par mois pour l'interim d'un poste de contrôleur général et à 60 F par mois pour l'interim d'un poste d'inspecteur principal.

Art. 4. — Les contrôleurs généraux de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre des transports appelés à assurer, en sus de leur service normal, l'interim d'un poste de leur grade dépourvu de titulaire, les inspecteurs principaux et inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre des transports appelés à assurer, en sus de leur service normal, l'interim d'un poste de leur grade ou du grade supérieur dépourvu de titulaire pourront recevoir, pendant la durée de cet interim, une indemnité spéciale fixée au maximum à :

100 F par mois pour l'interim d'un poste de contrôleur général ;
60 F par mois pour l'interim d'un poste d'inspecteur principal ;
32 F par mois pour l'interim d'un poste d'inspecteur.

Art. 5. — Les officiers de port des services maritimes chargés d'assurer, en sus de leur service normal, l'interim d'un poste de leur grade ou du grade supérieur dépourvu de titulaire pourront recevoir, pendant la durée de cet interim, une indemnité spéciale fixée au maximum à 32 F par mois pour l'interim d'un poste de capitaine, à 20 F par mois pour l'interim d'un poste de lieutenant et à 13 F par mois pour l'interim d'un poste de sous-lieutenant.

Art. 6. — Les indemnités prévues aux articles 1^{er}, 2, 4 et 5 ne pourront toutefois être attribuées que si l'interim a une durée supérieure à 35 jours et seulement pour la période comprise entre le 30^e jour et le 180^e jour s'il s'agit d'un congé de longue durée pris en application de l'article 21 du décret n° 59-310 du 14 février 1959 et entre le 30^e jour et le 150^e jour dans les autres cas.

Art. 7. — Le décret du 13 septembre 1954 susvisé est abrogé.